

# Georges Siffredi

## **Mandat(s)**

Élu le 17 juin 2007 (Hauts-de-Seine 13<sup>ème</sup> circonscription); date de début de mandat : le 5 janvier 2009 (Remplacement d'un député nommé au Gouvernement : M. Patrick Devedjian)

Fin de mandat le 14 décembre 2010 (Reprise de l'exercice du mandat d'un ancien membre du Gouvernement : M. Patrick Devedjian)

## **Groupe(s)**

Député non-inscrit [5 janvier 2009 - 6 janvier 2009]

Membre du groupe politique Union pour un Mouvement Populaire [6 janvier 2009 - 14 décembre 2010]

## **NOMINATIONS**

### **Commissions**

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. 14 janvier 2009 - J.O. 14 mai 2009]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. 14 mai 2009 - 14 décembre 2010]

### **Groupe d'amitié**

Secrétaire du groupe d'amitié France-République du Sénégal [22 janvier 2009 - 14 décembre 2010]

## **INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**

### **QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

[Droit pénal. Escroquerie. Lutte et prévention](#) [7 janvier 2009] (p. 36)

[Étrangers. Immigration. Politiques communautaires](#) [27 mai 2009] (p. 4558)

[Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Transports en commun. perspectives](#) [7 avril 2010] (p. 2078)

### **QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT**

[n°565](#), posée le 10 février 2009. Enseignement. Politique de l'éducation. Échec scolaire. lutte et prévention (J.O. Questions p. 1164). Appelée le 11 février 2009 (p. 1459)

# DÉBATS

(à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2009 et jusqu'au 6 mars 2012)

Budget : loi de finances 2010

(Loi 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010)

## 1ère lecture

Projet de loi de finances n° 1946 pour 2010

### DISCUSSION DES ARTICLES [23 octobre 2009]

#### Première partie

Après l'article 5

Ses interventions sur l'amendement 301 ([p.8401](#), [p.8402](#), [p.8402](#))

Article 6

Son intervention sur l'amendement 756 ([p.8411](#))

Société : droit de vote et éligibilité aux municipales  
des non-ressortissants de l'UE résidant en France

## 1ère lecture

Proposition de loi constitutionnelle n° 2223 visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union Européenne résidant en France

### AVANT LA DISCUSSION DES ARTICLES [25 mars 2010]

Son intervention ([p.1809](#))